



Une membre du groupe d'éleveuses à Nngandin (Burkina Faso) nourrit des vaches. Photo : Aristide Ouédraogo/Oxfam

UNE NOUVELLE APPROCHE DANS LA FILIÈRE LAIT EN AFRIQUE DE L'OUEST

Aider les éleveurs et éleveuses au niveau local à répondre à la hausse de la demande

La pauvreté touche un très grand nombre de paysans et paysannes et de travailleurs et travailleuses agricoles qui produisent et transforment la nourriture que nous consommons, au sein d'un secteur qui pèse plusieurs milliards de dollars. La nouvelle campagne d'Oxfam met en lumière la nature systémique des inégalités et de la souffrance humaine dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire et démontre comment certaines actions des supermarchés, des États, des paysans et paysannes et des travailleurs et travailleuses agricoles pourraient garantir un niveau de vie digne et décent pour des millions de personnes.

Cette étude de cas décrit les obstacles auxquels font face les producteurs et productrices de lait issus de l'agriculture paysanne en Afrique de l'Ouest. Malgré une hausse de la demande en produits laitiers, ils accèdent de façon inégale à leur marché, notamment en raison d'investissements insuffisants de l'État ou de la concurrence d'importations de lait en poudre bon marché en provenance d'Europe. Pourtant, les opportunités de changement dans la filière lait existent, et pourraient voir les paysans récolter une plus grande part des recettes de la production laitière. Le présent document formule des recommandations à destination des États et des acteurs du secteur pour soutenir le développement des marchés et aider les exploitations paysannes à gagner un salaire décent.

Il s'inscrit dans une série d'études de cas qui étayent le rapport de la campagne mondiale, intitulé ***Derrière le code-barre : des inégalités en chaînes***, en attirant l'attention sur la situation désespérée de groupes spécifiques de paysans et paysannes, ainsi que de travailleurs et travailleuses agricoles dans les chaînes de valeur alimentaires mondiales, et/ou en promouvant d'autres approches fructueuses.

1. INTRODUCTION

Dans toute l'Afrique de l'Ouest, la production laitière est essentielle aux moyens de subsistance et au développement des économies rurales. Les femmes sont très impliquées dans la filière lait informelle, surtout dans la production, la collecte et la transformation, des activités capitales pour les revenus de leur ménage et le bien-être de leur famille.

Ces dernières années, la demande en lait et produits laitiers connaît un essor significatif dans la région¹ du fait de la croissance démographique rapide, de l'urbanisation et de changements dans les régimes alimentaires. Au lieu de soutenir la production locale, qui pourrait à terme répondre à la demande moyennant des investissements adéquats, les États d'Afrique de l'Ouest ont intensifié l'importation de lait en poudre meilleur marché pour combler le déficit. Les grands groupes laitiers européens ont commencé à capitaliser sur cette hausse de la demande² et s'emparent d'une part des bénéfices en transformant le lait en poudre à l'échelle locale, et donc en évitant les coûts d'importation de produits laitiers.

Ce contexte a toutefois exacerbé la concurrence entre des partenaires très inégaux, car la filière lait commence à peine à se développer dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest et elle est confrontée à de nombreuses problématiques. De nouvelles politiques en Europe ont entraîné une surproduction laitière à l'origine d'une baisse du prix du lait partout dans le monde. En Afrique de l'Ouest, le lait en poudre importé d'Europe est vendu à un prix nettement plus bas que le lait produit localement. Pour de nombreux États, le lait en poudre représente une solution économique pour répondre aux besoins découlant de la croissance démographique en ville. Or, sa présence sur le marché nuit à la volonté des États à investir auprès des producteurs et productrices au niveau local.

Si l'importation de lait en poudre comble le fossé entre la demande et la production à court terme, elle ne bénéficie pas aux exploitant-e-s paysan-ne-s, ni à l'économie au sens large, sur le long terme. Au lieu de cela, elle aggrave la dépendance alimentaire au niveau régional (avec une balance commerciale sur les denrées alimentaires déficitaire), générant une sortie d'argent vers les pays étrangers. Elle soulève également la problématique de la sécurité alimentaire, à la fois pour les producteurs laitiers issus de l'agriculture paysanne qui peinent à joindre les deux bouts et pour les pays qui, à l'échelle nationale/régionale, sont vulnérables à la volatilité du marché des matières premières et à la fluctuation des prix.

Le présent document met en lumière les obstacles auxquels les producteurs laitiers issus de l'agriculture paysanne d'Afrique de l'Ouest sont confrontés et soutient qu'il est indispensable d'investir auprès des producteurs laitiers locaux pour améliorer les moyens de subsistance, participer à la croissance de l'économie rurale, autonomiser les productrices, créer des emplois pour la jeunesse et renforcer la sécurité alimentaire dans la région. Il montre les répercussions potentielles des pratiques des multinationales, notamment dans une région où les réglementations sont insuffisantes. Il formule des recommandations et soumet quelques interventions à mettre en place sur le marché afin d'aider les États à surmonter les obstacles et à répondre aux besoins des paysans et paysannes. Il présente également des modèles commerciaux probants qui pourraient être exploités à l'avenir.

2 LE MONDE PAYSAN : LES GRANDS PERDANTS DE LA DEMANDE CROISSANTE DE LA FILIÈRE LAIT

L'Afrique de l'Ouest connaît une mutation rurale et démographique de grande envergure. Sa population devrait passer de 390 millions d'habitants en 2016 à 800 millions d'habitants en 2050³. À l'heure actuelle, environ 50 % de la population vit en milieu urbain. Cette proportion devrait passer à 62 % d'ici 2030, ce qui devrait s'accompagner de répercussions considérables sur les habitudes alimentaires et les méthodes de distribution alimentaire. Concernant les habitudes d'achat, les consommateurs urbains achètent de plus en plus de produits transformés.

Dans toute l'Afrique de l'Ouest, le lait est surtout produit par des paysans qui sont éleveurs ou agro-éleveurs. Plus de 50 % de la population de cette région élève du bétail. Dans certains pays du Sahel (comme le Niger, le Mali et le Burkina Faso), jusqu'à 30 % de la population tire ses moyens de subsistance du bétail⁴. Une récente étude révèle le rôle prédominant du marché domestique et des produits locaux comme facteurs stimulant le développement de l'agriculture en Afrique de l'Ouest⁵. La production laitière paysanne, qui aide de nombreuses familles rurales à vivre dans la dignité, est une composante à la fois essentielle pour asseoir la prospérité du marché domestique et incontournable pour la nutrition et la sécurité alimentaire. En Afrique de l'Ouest, la filière lait est également importante pour l'autonomisation économique des femmes. Les femmes jouent un rôle essentiel dans les marchés informels, en participant souvent directement à la production, à la collecte, à la transformation et à la commercialisation du lait⁶.

Toutefois, en raison des fortes disparités entre les chaînes de valeur des filières lait formelle et informelle, notamment des inégalités d'accès aux investissements et aux infrastructures, ainsi que des règles commerciales inéquitables qui favorisent les grandes firmes laitières, les paysans et paysannes peinent à livrer du lait frais aux laiteries ou à proposer des produits à valeur ajoutée comme des yaourts ou du beurre pour accroître leur revenu. La chaîne de valeur se développe et se formalise davantage, ce qui risque de marginaliser les femmes, qui ont rarement l'opportunité d'emprunter pour moderniser leur équipement. En raison d'un accès insuffisant aux ressources (par ex. terre, eau, fourrage et services vétérinaires) et des faibles investissements réalisés dans les sites de collecte, de transformation et de stockage (voir plus bas), les paysans et paysannes d'Afrique de l'Ouest ne peuvent actuellement pas produire suffisamment de lait pour répondre à la demande locale. Cette situation pourrait évoluer si les États apportaient le soutien nécessaire à la filière lait locale.

LES IMPORTATIONS BON MARCHÉ RÉPONDENT À LA HAUSSE DE LA DEMANDE

Au sein de la Communauté Économique Des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la production laitière couvre seulement 26 % de la demande estimée⁷. Malgré une hausse de la production locale à quelque quatre milliards de litres par an, un volume théoriquement suffisant pour répondre aux besoins de la région si le système de collecte, de transformation et de distribution était opérationnel, le déficit ne cesse de se creuser⁸. Par ailleurs, les importations de lait en poudre en provenance d'Europe et d'ailleurs sont en hausse dans la région. Le volume de lait importé varie grandement d'un pays à l'autre. Les pays du Sahel où l'agriculture prédomine (Burkina Faso, Mali, Niger, Tchad et Mauritanie) importent peu de lait en poudre, tandis que les pays du littoral où les déficits en lait sont les plus marqués (notamment le Nigeria, le Ghana, le Sénégal et la Côte d'Ivoire) importent 75 % du lait consommé. Malgré des niveaux de production différents dans les pays de la région, la filière lait demeure très informelle dans toute l'Afrique de l'Ouest⁹.

Les raisons d'une concurrence inéquitable pour les paysans et les paysannes

Dans la région, deux filières lait évoluent en parallèle. En milieu rural, les paysans et paysannes produisent du lait pour leur propre consommation et vendent le surplus localement et de façon informelle. Sur les marchés informels, jusqu'à la moitié de la production est vendue directement aux consommateurs sous forme de lait frais¹⁰. Sur le marché formel, un réseau commercial industrialisé assure le plus gros de l'approvisionnement des zones urbaines, aux côtés de mini-laiteries. Une poignée de plus grandes exploitations et de réseaux de petits producteurs et petites productrices livrent leur lait dans ces laiteries commerciales aux fins de pasteurisation ou de transformation en beurre ou en yaourt. Ces laiteries s'approvisionnent toutefois majoritairement en lait en poudre importé. Du fait des inégalités et du manque d'investissements et d'infrastructures, sans parler du désintérêt des entreprises, la plupart des producteurs locaux peinent à accéder à cette chaîne de valeur plus formalisée ou encore à développer une filière lait compétitive à l'échelle locale. Les paysans et paysannes sont ainsi dans l'incapacité d'accroître leurs revenus et de s'extirper de la pauvreté.

Du fait de l'approvisionnement généralement bon marché de lait en poudre, les investissements réalisés par les États dans l'agriculture restent faibles dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest, malgré les engagements pris pour accroître le financement dans ce secteur de l'économie. Au Burkina Faso par exemple, les investissements de l'État dans l'agriculture sont passés de 30 % du PIB entre 1990–2000 à seulement 10 % entre 2000–2010¹¹. Le Burkina Faso est l'un des rares pays de la région à respecter les accords de Maputo et Malabo. Autrement dit, la situation est pire dans de nombreux autres pays. Dans la région, seule une faible proportion des investissements consentis dans l'agriculture (10 % en moyenne) revient au secteur de l'élevage. Par ailleurs, la grande majorité des investissements agricoles publics dans la région provient de l'aide au développement international, qui n'a jamais privilégié l'élevage¹². Par conséquent, les paysans et les paysannes ne

bénéficient pas d'un accès adéquat aux services vétérinaires, aux pâtures ou même à l'eau pour leur bétail, ce qui nuit à leur productivité. Les femmes en particulier n'ont souvent aucun accès suffisant aux financements pour investir dans leur bétail. Sans une telle aide, de nombreuses femmes n'ont pas les moyens d'accéder à des marchés plus lucratifs, ni d'améliorer leurs revenus et leurs conditions de vie.

En outre, des infrastructures rurales limitées (routes, etc.) compliquent l'acheminement des produits des paysans et paysannes sur les marchés. Le transport est particulièrement critique pendant la saison des pluies, alors que la production est à son comble¹³. En outre, peu d'installations de collecte, de transformation ou de réfrigération sont implantées en milieu rural. Le lait ne reste pas frais très longtemps, et comme les paysans et paysannes n'ont pas les moyens de le stocker, de le gérer et de le transformer avant qu'il ne parvienne au marché, il leur est impossible de tirer pleinement parti du potentiel du marché pour accroître leur production.

La collecte de lait auprès d'un grand nombre de paysans et de paysannes représente également un défi organisationnel de taille : les paysans et paysannes ont besoin de compétences, d'un soutien et d'un accès supplémentaires aux informations sur les marchés pour créer des coopératives de producteurs et renforcer leur capacité à se coordonner le long de la chaîne de valeur. Il est également délicat pour les paysans et les paysannes d'ajouter de la valeur à leurs produits tout en s'assurant de percevoir une part équitable des bénéfices.

Pour de nombreux pays dans la région, malgré un potentiel énorme, de telles contraintes climatiques et logistiques extrêmes signifient que le lait produit localement ne peut à l'heure actuelle répondre qu'à une faible part de la demande comparé au lait en poudre, qui est non seulement bon marché, mais aussi plus facile à entreposer et à transporter¹⁴.

Encadré 1 : Survivre péniblement dans la filière lait

Hassan est producteur laitier au Niger. Il a 49 ans, deux femmes et neuf enfants. Il possède cinq vaches, et le lait qu'il produit est vital pour nourrir sa famille et comme source de revenus. Sa famille consomme ce dont elle a besoin, puis Hassan vend le surplus, soit généralement trois litres de lait par jour en saison sèche et six à la saison des pluies. Le litre se vend en général à 250 francs CFA (0,40 €), auquel il doit retirer 50 francs CFA (0,08 €) pour la collecte jusqu'au centre qui se trouve à 10 km de chez lui. Le prix de vente de Hassan est en grande partie déterminé par le marché, lui-même fortement tributaire des importations à bas prix. Autrement dit, la rémunération des paysans est faible. Son revenu suffit à peine pour s'en sortir et nourrir sa famille. « J'ai toutes les peines du monde à nourrir ma famille et le bétail », déplore-t-il¹⁵.

Source : CARE DK et Billital Maroobé (2013), *While We Wait for Equal Trade: How the EU can Support Rather than Undermine Local Dairy Producers in Niger*. Extrait de : http://www.care.dk/wp-content/uploads/2012/11/While-We-Wait-for-Equal-Trade_ENG_web.pdf

Les risques pesant sur les femmes dans la filière lait

En Afrique de l'Ouest, les femmes jouent un rôle essentiel dans la filière lait locale, produisant, collectant et transformant le lait au sein de mini-laiteries. Elles sont toutefois confrontées à certains défis et inégalités. Même si elles possèdent du bétail ou participent à la production et à la collecte de lait, la vente sur le marché formel revient souvent à leur mari ou à un autre homme de la famille, si bien qu'elles ont

peu d'influence sur les décisions prises et les revenus générés. La traite du soir semble de plus en plus dévolue aux femmes, alors qu'elle produit de plus faibles volumes et ne peut être vendue qu'en cas de surplus une fois la part du ménage consommée. La modernisation et l'industrialisation de la filière risquent fortement de marginaliser plus encore les femmes. Par ailleurs, les femmes possèdent généralement un cheptel très réduit, et si les hommes font transhumer le plus gros du troupeau vers de meilleurs pâturages, les femmes peuvent se retrouver avec des revenus insuffisants pour couvrir les besoins du foyer, ce qui les expose une grande partie de l'année à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition¹⁶. Il est donc indispensable de renforcer le rôle des femmes dans les processus décisionnels et de prendre conscience que les efforts déployés pour tendre vers l'autonomisation économique des femmes sont cruciaux pour le développement de la filière lait.



Une productrice laitière au Burkina Faso, 2016. Photo : Tineke D'haese/Oxfam.

Encadré 2 : Les défis des productrices laitières

Fatou¹⁷ vit à Nigeria et gère une petite exploitation laitière avec sa famille élargie. Elle possède deux vaches, mais le lait frais qu'elle collecte est vendu par Issaka, l'aîné de la seconde femme de son mari, et non par elle. Elle n'a donc aucun contrôle sur le volume de lait vendu, ni sur le prix de vente de son lait. Issaka utilise les bénéfices pour acheter des aliments pour le bétail et garde l'excédent pour lui.

Importateurs : les grands gagnants des règles commerciales inéquitables

En 2015, l'UE a levé les quotas laitiers (qui limitaient le volume de lait qu'un éleveur pouvait produire), ce qui a augmenté les stocks de lait en poudre¹⁸ et maintenu le prix du lait à des niveaux bas¹⁹. Pendant de nombreuses années, de grandes multinationales laitières comme Lactalis, Arla, Danone, Sodiaal, FrieslandCampina, Nestlé, Glanbia, etc. se sont intéressées au marché ouest-africain²⁰ pour écouler leur surplus.

Confrontés à des niveaux de pauvreté importants en milieu urbain, les États d'Afrique de l'Ouest ont privilégié l'importation de lait en poudre bon marché (environ trois fois moins cher que le lait frais) et ont convenu un tarif extérieur commun (TEC)²¹ très bas, établi à 5 %. Désormais, la population des villes s'est habituée à reconstituer du lait à partir de cette poudre importée, une pratique qui s'effectue au détriment des producteurs laitiers locaux. Ces derniers ne luttent pas à armes égales en termes de prix, mais en plus, la disponibilité du lait en poudre importé et bon marché n'incite pas les États à investir dans la filière lait locale, perpétuant ce déséquilibre.

Les États ouest-africains ont bien défini des prix plus élevés sur l'importation de produits laitiers transformés comme le yaourt et le beurre. Mais les multinationales ont contourné le problème en investissant dans des centres de production locaux, ce qui leur permet de proposer localement des produits à valeur ajoutée élaborés à partir du lait en poudre importé. Ainsi, leurs produits peuvent être étiquetés comme des produits laitiers locaux, sapant et menaçant la production locale. Les laits en poudre à base de graisses végétales (notamment de l'huile de palme, dont la valeur nutritionnelle est contestable) faussent encore davantage le marché à cause de leur prix encore plus bas (30 % inférieur à celui du lait en poudre entier). Par ailleurs, de nombreuses entreprises optimisent la fiscalité sur leurs importations de lait en poudre en important en vrac, puis en reconditionnant le lait dans la région pour le vendre en plus petites quantités. Une situation bien connue de la Commission européenne :

« L'UE est le premier fournisseur sur le marché africain : le lait en poudre entier est exporté en vrac, puis reconditionné en plus petites quantités. Plusieurs entreprises laitières de l'UE ont investi dans des usines de reconditionnement, principalement en Afrique de l'Ouest²² ».

Les entreprises laitières des pays du Nord qui interviennent sur le marché ouest-africain n'exportent pas seulement leur lait en poudre, mais également leur modèle de production qui a fait leur fortune, souvent au détriment des paysans et paysannes et des producteurs locaux. En Belgique par exemple, le nombre de producteurs laitiers a chuté de 40 000 en 1984 à 7 000 en 2016 (soit un recul de 82 %), un déclin s'expliquant par la politique de grandes entreprises cherchant à consolider leur base d'approvisionnement, poussant de nombreuses exploitations laitières de petite taille à mettre la clé sous la porte²³. Si l'Afrique de l'Ouest adopte un modèle similaire, la part des revenus des paysans et paysannes dans la filière lait restera infime²⁴.

De nombreuses multinationales ont acheté entièrement ou pris des participations plus ou moins conséquentes dans des laiteries locales en Afrique de l'Ouest. À ce jour, cela a surtout augmenté les risques pour les paysans et paysannes sans pour autant véritablement apporter de nouvelles opportunités. Hélas, les multinationales préfèrent distribuer et reconditionner des produits laitiers élaborés à partir de lait en poudre plutôt que d'investir dans la production locale.

L'UE prévoit d'intensifier encore ses exportations laitières dans le monde, qui devraient croître en moyenne d'environ 500 000 tonnes d'équivalent lait par an, principalement sous la forme de fromage et de lait en poudre écrémé²⁵. Cette politique bénéficiera en priorité aux multinationales et aux grands distributeurs de la filière lait.

3 OPPORTUNITÉS DE CHANGEMENT

La filière lait en Afrique de l'Ouest est en pleine mutation. Malgré les défis auxquels sont confrontés les paysans et paysannes, il existe des opportunités pour que ces changements leur bénéficient. Cela exige toutefois le soutien adéquat des États, ainsi que des partenariats appropriés avec des investisseurs nationaux et internationaux.

Comment la filière lait en Afrique de l'Ouest peut-elle répondre à la forte croissance de la demande tout en permettant aux producteurs et productrices de mener une vie décente ? Une filière lait locale prospère qui bénéficie aux producteurs locaux est possible en parallèle et en complément des grandes entreprises étrangères, en gardant à l'esprit que la production laitière locale à petite échelle ne répond actuellement pas à la demande tout au long de l'année en raison de réglementations et d'investissements inadéquats.

Malgré le rapport de force qui leur est défavorable, les producteurs ouest-africains, encouragés par des programmes de développement de la filière lait nationaux et régionaux, aspirent à récolter les fruits de la croissance du marché. Ils sont bien placés pour répondre aux goûts de la classe moyenne grandissante qui apprécie le lait produit localement. Cette tendance profite aux paysans, car plus les chaînes de valeur sont courtes, plus la part revenant aux producteurs est élevée.

Encadré 3 : « Le potentiel de production est énorme ; il ne manque qu'une politique efficace »

À l'instar des autres pays ouest-africains, le Burkina Faso connaît une hausse de la demande en produits laitiers et en lait frais, surtout parmi un nombre croissant de consommateurs de la classe moyenne. Malgré la chute du prix du lait en poudre découlant de la surproduction dans l'UE, les petites laiteries locales parviennent à tirer leur épingle du jeu. L'Union nationale des mini-laiteries et producteurs de lait local du Burkina (UMPLB)²⁶ propose une assistance technique à 42 mini-laiteries et promeut la production locale. Elle se compose à 80 % de femmes, reflétant le rôle crucial des femmes dans la chaîne de valeur et la nécessité de leur proposer une aide adéquate.

« Ici [au Burkina Faso], les paysannes sont payées chaque jour en fonction du volume de lait produit, car elles ont besoin de cet argent au quotidien pour soutenir leur famille. L'accès au crédit pour acheter des vaccins ou des aliments pour le bétail pose donc problème. Les banques se méfient de ce type de système. Par ailleurs, le travail des femmes n'est pas reconnu officiellement comme une profession. »

« Ici, les femmes peuvent défendre leurs intérêts. Elles ne sont l'esclave de personne. En produisant mieux, nous vivons mieux. »

Ancien président de l'UMPLB et propriétaire d'une mini-laiterie

L'UMPLB promeut un modèle commercial conçu pour gérer certains de ces problèmes et s'assurer que même les paysans et paysannes travaillant à très petite échelle peuvent alimenter le marché formel, parallèlement aux groupements de producteurs de plus grande envergure.

Ibrahim Diallo, président de l'UMPLB, explique : « [...] Les Burkinabé savent que le lait frais peut être transformé en yaourt et préfèrent le yaourt élaboré avec du lait local à celui obtenu avec du lait en poudre... Le lait en poudre est inerte, tandis que le lait local est une matière active... Le potentiel de production est énorme ; il ne manque qu'une politique efficace. »

LE RÔLE VITAL DES INITIATIVES POLITIQUES DES ÉTATS

Face à la croissance rapide de la demande en produits laitiers, les États des pays ouest-africains sont conscients de l'importance de la production laitière comme moyen de développement. La CEDEAO a en effet publié le document « Milk Offensive – Outlook to 2025 » qui vise à :

- Assurer la sécurité alimentaire dans la région et s'affranchir de la dépendance vis-à-vis des importations.
- Améliorer les revenus en milieu rural.
- Lutter contre la pauvreté et renforcer la résilience des populations vulnérables.

Pour cela, elle contribuera :

- En augmentant la production locale de lait frais grâce à un meilleur rendement du bétail.
- En améliorant l'approvisionnement de la filière lait régionale en s'appuyant sur la collecte d'un volume considérable de produits laitiers théoriquement disponible auprès du cheptel local d'ici 2025.
- En créant les conditions et en soutenant les incitations requises pour développer les chaînes de valeur de la filière lait locale.

Un changement est possible

Malgré les obstacles (commerciaux, infrastructures, contraintes agro-climatiques et autres), il est clair qu'avec le concours des États, des partenariats avec des entreprises et l'engagement d'organisations paysannes, les paysans et paysannes ont l'opportunité de tirer des revenus décentés de leur production (voir Encadré 4). Cela est d'autant plus vrai lorsqu'ils sont en phase avec la nécessité des grandes entreprises laitières d'agir de façon responsable. Suite à la pression exercée par plusieurs organisations paysannes africaines, ONG et États d'Afrique de l'Ouest, quelques entreprises investissent désormais dans la collecte de lait à l'échelle locale. Par exemple, Wamco, une laiterie locale au Nigeria désormais administrée par la multinationale néerlandaise FrieslandCampina, s'approvisionne en lait local, même si la part de lait local restait infime en 2015²⁷.

Par ailleurs, la volatilité croissante des prix dans le monde pourrait, à un certain point, entraîner une hausse du prix du lait en poudre (comme en 2008 et 2013) susceptible d'inciter les entreprises à investir davantage dans la production laitière locale. Même si cette hausse potentielle des prix ne suffit pas pour entériner cette transition, elle peut créer un terreau propice aux complémentarités entre la production locale et à petite échelle et les intérêts des grandes entreprises.

Le programme « The Milky Way to Development »²⁸ atteste qu'un dialogue est possible entre toutes les parties prenantes. Cette initiative regroupe le réseau régional des éleveurs du Sahel (ou Réseau Billital Maroobé, RBM), les acteurs danois de la filière lait (notamment le groupe dano-suédois Arla Foods), l'État et une ONG axée sur le développement²⁹. Comme stipulé dans sa « déclaration finale » de mars 2015, elle ambitionne de « développer pour la filière lait en Afrique de l'Ouest un marché durable sur les plans social, environnemental et économique qui permet

aux paysans et paysannes, ainsi qu'aux grandes entreprises, de produire et d'approvisionner les marchés avec leurs produits ». Les effets sur le terrain sont limités à l'heure actuelle, car les engagements n'ont pas été suivis de mesures concrètes dans la plupart des pays. Au Nigeria, pays où l'impact de ce programme est le plus marqué, le projet a nettement augmenté le taux d'approvisionnement local en produits laitiers, mais seulement parce que les autorités locales ont incité Arla à respecter ses engagements. La réglementation et le suivi public sont donc bien des facteurs clés de réussite dans le cadre de la collaboration entre les grandes entreprises et les paysans et paysannes au niveau local.

Encadré 4 : Initiatives et modèles commerciaux locaux probants

La demande croissante en produits laitiers est à l'origine du développement de centres de collecte locaux et de mini-laiteries s'approvisionnant en lait en poudre ou en lait frais produit localement, ou une combinaison des deux.

- Au **Burkina Faso**, la Plateforme d'Innovation Lait de Banfora³⁰ créée en 2015 est un bon exemple d'initiative des paysans et paysannes pour prendre en main leur filière, améliorer leurs techniques de production et établir une gouvernance partagée entre les femmes et les hommes. Cette initiative se base sur une consultation et un soutien mutuel entre les paysans et paysannes, les producteurs d'intrants (fourrage, intrants vétérinaires, etc.), les centres de collecte et les producteurs.
- Au **Niger**, les coopératives Kollo et Hamdalaye livrent 5 000 litres par jour à Solani, tandis qu'au Mali, les coopératives Kassela, Korokoro et Markaongo collectent chaque jour 10 000 litres pour le compte de Mali Lait. Ces coopératives permettent aux paysans et paysannes de bénéficier de revenus réguliers et stables, ainsi que d'un accès aux ressources (formation, alimentation du bétail).
- En **Mauritanie**, Laiterie Tiviski³¹ produit environ 40 000 litres de lait par jour, dont 90 % proviennent des chamelles, des vaches et des chèvres élevées localement. L'entreprise achète le lait auprès des éleveurs nomades à un prix supérieur à la moyenne de 0,51 €/litre³².
- Au **Burkina Faso**, en mai 2016, l'Union nationale des mini-laiteries et producteurs de lait local du Burkina (UMPLB), en collaboration avec l'association des producteurs de lait MIG en Belgique³³, a lancé un projet lait équitable baptisé « Fairefaso » où le surcoût payé par le consommateur revient au producteur, et où la marque est détenue par les producteurs, comme c'est le cas avec FaireBel et FaireFrance.

Ce type d'initiative attire les investissements des entreprises laitières européennes qui cherchent à diversifier leur base d'approvisionnement. Par exemple :

- Au Nigeria, la multinationale néerlandaise FrieslandCampina a construit des centres de collecte (avec réfrigération), fourni des équipements et dispensé des formations pour s'assurer que le lait collecté auprès des producteurs locaux répond aux normes d'hygiène³⁴. Les producteurs ruraux ont ainsi accès aux marchés urbains et deviennent de fait un maillon de la chaîne de valeur en milieu urbain.

4 CONCLUSION

En Afrique de l'Ouest, le lait est un produit nutritif disponible localement qui joue un rôle important dans l'économie rurale et dans la santé du nombre croissant d'enfants dans la région. Il a le pouvoir d'extirper les producteurs issus de l'agriculture paysanne (dont une grande partie sont des femmes) de la pauvreté. Le développement de la filière lait est essentiel pour répondre à l'essor de la demande en lait et autres produits laitiers, mais ne doit pas priver les producteurs de leur juste part de revenus. Des mesures doivent notamment être prises pour s'assurer que la croissance de la production laitière locale va de pair avec l'autonomisation économique des femmes.

Pour soutenir les producteurs laitiers locaux, Oxfam en Afrique de l'Ouest recommande aux États de la région ce qui suit :

- Investir dans les infrastructures qui bénéficient à la filière lait à petite échelle, notamment pour relier les producteurs laitiers à la demande croissante des consommateurs domestiques, en améliorant l'accès aux marchés et les infrastructures de production, de collecte et de transformation.
- Promouvoir les mini-laiteries et les associations locales de producteurs laitiers et les soutenir dans la collecte, la transformation et les activités commerciales, notamment par des procédures de marchés publics.
- Encourager l'organisation et les programmes de formation pour les productrices et les jeunes, ou des groupes d'action collective pour permettre aux femmes d'accroître leur part des revenus dans la filière lait.
- Garantir des pâturages aux paysans et paysannes, notamment dans les zones périurbaines où leurs moyens de subsistance sont menacés par l'expansion urbaine et des exploitations laitières de plus grande envergure.
- Renforcer les réglementations sur l'importation de lait en poudre, en limitant notamment ce qui peut être catégorisé et vendu comme un produit « local », et en établissant un quota pour la transformation du lait à l'échelle locale.
- Recourir à des incitations réglementaires pour encourager les entreprises qui cherchent à s'étendre dans la région à investir dans la production laitière locale plutôt que dans le lait en poudre.
- Introduire des contraintes, comme des taux de TVA supérieurs, sur les produits élaborés à partir de poudre de lait et/ou exiger des entreprises qu'elles intègrent un pourcentage minimum de lait local dans de tels produits.
- Promouvoir un étiquetage transparent pour s'assurer que les consommateurs comprennent d'où proviennent les produits laitiers qu'ils consomment dans l'optique d'intensifier la consommation de lait local.
- Développer des initiatives qui offrent aux paysans et paysannes un accès à des ressources clés comme les équipements et l'alimentation pour le bétail.

À travers sa nouvelle campagne, Oxfam appelle à mettre un terme à la souffrance humaine dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire et à promouvoir des modèles commerciaux alternatifs qui offrent aux personnes à l'origine des produits une part équitable des revenus. Pour en savoir plus sur la campagne et pour lire l'ensemble des recommandations, reportez-vous à *Derrière le code-barre : des inégalités en chaînes.*

NOTES

- 1 Entre 2008 et 2013, la consommation a augmenté de 23 % au Burkina Faso et de 34 % au Sénégal, avec une hausse de la consommation par habitant de 6 % et 21 %, respectivement. Séminaire sur les politiques commerciales et de développement relatives à la filière lait en Afrique de l'Ouest, organisé par le GRET, RBM, CFSI et d'autres partenaires (septembre 2017).
- 2 Oxfam-Solidarité et SOS Faim Belgique (2016), L'industrie laitière européenne lorgne sur l'Afrique de l'Ouest, récupéré depuis le site : <https://www.sosfaim.be/wp-content/uploads/2016/10/EtudIndusLait-FR.pdf>
- 3 N. Bricas, C. Tchamda et F. Mouton (eds) (2016), L'Afrique à la conquête de son marché alimentaire intérieur. Enseignements de dix ans d'enquêtes auprès des ménages d'Afrique de l'Ouest, du Cameroun et du Tchad. Paris : AFD. Collection « Études de l'AFD », n° 12, p. 132. Extrait de : <https://www.afd.fr/sites/afd/files/imported-files/12-etudes-afd.pdf>
- 4 FAO et CEDEAO (2017), Review of the Livestock/Meat and Milk Value Chains and Policy Influencing Them in West Africa. Extrait de : <http://www.fao.org/3/a-i5275e.pdf>
- 5 N. Bricas, C. Tchamda et F. Mouton (eds) (2016), L'Afrique à la conquête de son marché alimentaire intérieur. Op cit.
- 6 M. Schneider et al (2007), Dynamiques d'adaptation des femmes aux transformations des systèmes laitiers périurbains en Afrique de l'Ouest. CIRAD. Extrait de : http://remvt.cirad.fr/cd/derniers_num/2007/EMVT07_121_131.pdf
- 7 Ibid
- 8 Séminaire sur les politiques commerciales et de développement relatives à la filière lait en Afrique de l'Ouest, organisé par le GRET, RBM, CFSI et d'autres partenaires (septembre 2017).
- 9 P. N. de Leeuw et al (1998), Dairy production systems in the tropics: A review. 1.3 Dairy production systems in sub-Saharan Africa. Extrait de : <http://www.fao.org/Wairdocs/ILRI/x5544E/x5544e03.htm>
- 10 Ibid.
- 11 Association pour la promotion de l'élevage au Sahel et en savane et Inter-réseaux Développement rural (2014), Le financement public dans l'élevage au Sahel depuis 10 ans : un double sous investissement. Extrait de : <http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/synthese-etudes-bilan-maputo-apess.pdf>
- 12 Ibid.
- 13 FAO (2017), Review of the livestock/meat and dairy value chains and the policies influencing them in West Africa. Extrait de : <http://www.fao.org/family-farming/detail/en/c/1068344/>
- 14 CARE DK et Billital Marobé (2013), While We Wait for Equal Trade: How the EU can Support Rather than Undermine Local Dairy Producers in Niger. Extrait de : http://www.care.dk/wp-content/uploads/2012/11/While-We-Wait-for-Equal-Trade_ENG_web.pdf
- 15 Ibid.
- 16 ACORD, Pastoralism in West Africa: Marching towards social justice in West Africa. Extrait de : <http://www.acordinternational.org/our-work/a/livelihoods/pastoralism-on-west-azfrica/#>
- 17 Tous les noms ont été changés pour protéger les identités.
- 18 L'UE a augmenté ses exportations de lait en poudre de 43 % en 2016 et de 35 % en 2017.
Commission européenne. Observatoire européen du marché des produits laitiers. Extrait de : https://ec.europa.eu/agriculture/market-observatory/milk/latest-statistics/trade_fr
Commission européenne. Compte-rendu de la réunion du groupe de dialogue civil sur le lait, 17/09/2017. Extrait de : <https://ec.europa.eu/agriculture/sites/agriculture/files/civil-dialogue-groups/milk/2017-10-17/2017-10-17.pdf>
- 19 Oxfam-Solidarité et SOS Faim Belgique (2016), Op cit. et C. Rigolet (2017), Analysis note on the Europe-WA dairy market. Oxfam-Solidarité.
- 20 Oxfam-Solidarité et SOS Faim Belgique (2016), Op cit.
Voir par exemple : FrieslandCampina (11 juin 2015), FrieslandCampina vergroot belang in FrieslandCampina WAMCO Nigeria PLC naar bijna 68 procent. Extrait de :

<https://www.frieslandcampina.com/nl/nieuws/frieslandcampina-vergroot-belang-in-frieslandcampina-wamco-nigeria-plc-naar-bijna-68-procent/>

- 21 Le TEC est établi par le régime douanier unifié de la CEDEAO.
- 22 Commission européenne (2017), EU Agricultural Outlook. Extrait de : https://ec.europa.eu/agriculture/sites/agriculture/files/markets-and-prices/medium-term-outlook/2017/2017-fullrep_en.pdf, p. 39
- 23 BCZ-CBL (2017), CBL - Rapport Annuel 2017 — Année d'activités 2016. 2.3. Belgique. Extrait de : http://www.bcz-cbl.be/media/193419/6-jaarverslag-2017-belgie_fr.pdf
- 24 Sabine Schrader, Défis Sud No. 235, octobre 2017, sur l'ouvrage à paraître de Deogratias Niyonkuru, « Accompagner les petits paysans d'Afrique à vivre dans la dignité ».
- 25 Commission européenne (2017), EU Agricultural Outlook. Op cit. p. 5.
- 26 I. Maiga (2015), La liste des contraintes s'allonge pour les mini-laiteries. Défis Sud. Extrait de : https://www.sosfaim.be/wp-content/uploads/2016/01/defis_sud_lait_burkina.pdf
- 27 Arla (2015), Human Rights Assessment in Nigeria. Extrait de : https://www.arla.com/globalassets/arla-global/company---overview/responsibility/human-rights/arla-human-rights-assessment-in-nigeria-november-2015_1.pdf
- 28 Declaration from roundtable, 19 March 2015, The Milky Way to Development. Extrait de : <https://www.care.dk/wp-content/uploads/2014/08/Final-signed-declaration-Milky-Way-Roundtable-19-March-2015.pdf>
- 29 Projet impliquant Care DK, Arla Foods, le réseau Billital Maroobé, CIRAD et le ministère danois de l'Agriculture.
- 30 Étude de cas PIL-B (2014), Épanouissement et repos de la femme peul à travers la mise en place de la plateforme lait à Banfora. Global Trading and Consulting Group.

Voir aussi : ACORD, Burkina Faso : les productrices de lait contribuent activement à l'émergence de la filière. Extrait de : <http://www.acordinternational.org/acord/fr/acord/fr/actualites/autonomiser-les-femmes-productrices-de-lait-au-burkina-faso/>
- 31 Voir l'entretien avec Maryam Abeiderrahmane, directrice de Laiterie Tiviski (2012), Contenu vidéo. Extrait de : <http://www.vimeo.com/38787315>
- 32 Voir : <https://colloque.inra.fr/lait2017/Conferences>
- 33 L'association des producteurs de lait MIG (Milcherzeuger Interessengemeinschaft) est membre de l'European Milk Board (EMB). Voir <http://www.burkinalait.org/actualites/de-la-filiere-lait/10-actualites-de-la-filiere-lait/47-discours-du-gouverneur-pour-le-lancement-du-projet-lait-equitable-avec-la-marque-des-producteurs->
- 34 J-P. Iwuoha (9 juillet 2014), Can You Guess How Much the African Milk Market is Worth? Extrait de : <http://www.smallstarter.com/browse-ideas/the-huge-worth-and-interesting-business-opportunities-in-the-african-milk-market/>

© Oxfam International, juin 2018

Cette étude de cas a été rédigée par Oxfam en Afrique de l'Ouest. Oxfam remercie Gerard Choplin. Pour toute information sur les questions soulevées dans ce document, veuillez envoyer un courrier électronique à : azara.sanogo@oxfam.org

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document sont exactes à la date de mise sous presse.

Publié par Oxfam Grande-Bretagne pour Oxfam International sous le numéro ISBN 978-1-78748-275-3 en juin 2018. DOI: 10.21201/2018.2678
Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Traduction et relecture : eXceLingua et François Kergoat

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 20 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org.